

Question parlementaire nr. 231 déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.

QUESTION :

Le vol de cryptomonnaies par la Corée du Nord (QO 14132C).

La Corée du Nord aurait dérobée ces derniers mois plus de 300 millions de dollars en cryptomonnaies par le biais d'attaques informatiques. Ainsi, le régime a su financer ses programmes nucléaires et balistiques. Ces informations ressortent d'un rapport confidentiel des Nations Unis.

D'après mes informations, ce ne serait pas la première fois que la Corée du Nord agit de cette manière pour trouver de l'argent. Et comme le marché de bitcoins est actuellement en grande progression, les craintes sont nombreuses que les pirates informatiques puissent en tirer un gros bénéfice financier.

1. Avez-vous pris connaissance de ces attaques informatiques par la Corée du Nord?
2. Des Belges seraient-ils parmi les victimes dérobées?
3. Quelles sont les mesures qui ont été prises pour endiguer la possibilité de s'enrichir de telle manière?
4. N'existe-il pas de solutions pour récupérer les sommes volées?

REPONSE:

Le SPF Affaires étrangères ne dispose pas, pour le moment, d'éléments spécifiques dans ce dossier. La Corée du Nord a en effet été accusée à plusieurs reprises d'avoir mené des cyberattaques. Il est question de vols mais également de demandes de rançons dans le cadre d'attaques de type « ransomware ». Ces activités permettent à la Corée du Nord d'accroître ses sources de revenus et ainsi de contourner les sanctions internationales dont elle fait l'objet.

ANTWOORD:

Op dit ogenblik beschikt de FOD Buitenlandse Zaken niet over specifieke elementen in dit dossier. Het is juist dat Noord-Korea er reeds verschillende malen van beschuldigd is cyberaanvallen te hebben uitgevoerd. Er is sprake van diefstal, maar ook van afpersing bij aanvallen van het type "ransomware". Deze activiteiten stellen Noord-Korea in staat om zijn bronnen van inkomsten uit te breiden en daarbij de internationale sancties te omzeilen waaraan het land onderworpen is.

Le Comité 1718 du Conseil de Sécurité des Nations Unies contrôle l'application des sanctions imposées à la Corée du Nord au travers de différentes résolutions. La Belgique pourra prendre connaissance de nouveaux éléments éventuels lorsque le rapport final du Groupe d'Experts sera officiellement publié.

Les cryptomonnaies soulèvent de nombreuses questions en matière de lutte contre les activités criminelles et leur financement. Des échanges internationaux se tiennent régulièrement sur le sujet, notamment dans le cadre d'INTERPOL afin de permettre aux différents services de police de se familiariser avec le phénomène et d'échanger sur les défis que cela pose.

Pour des informations spécifiques sur l'occurrence de vols de crypto monnaie en Belgique, la nationalité des victimes et les mesures prises pour protéger le public de ce type d'attaques cyber et leur permettre d'obtenir justice, je vous invite à vous adresser à ma collègue la Ministre de l'Intérieur.

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.

Het Comité 1718 van de VN-Veilighedsraad houdt middels verschillende resoluties toezicht op de toepassing van de sancties die aan Noord-Korea zijn opgelegd. België zal kennis kunnen nemen van eventuele nieuwe elementen eens het eindrapport van de Expertengroep officieel gepubliceerd is.

De cryptomunten roepen vele vragen op inzake de bestrijding van criminele activiteiten en hun financiering. Hierover wordt internationaal gediscussieerd, onder andere in het kader van INTERPOL, teneinde de verschillende politiediensten vertrouwd te maken met het fenomeen en van gedachten wisselen over de uitdagingen waarvoor het ons stelt.

Voor specifieke informatie over diefstal van cryptogeld in België, de nationaliteit van de slachtoffers en de maatregelen die zijn genomen om het publiek te beschermen tegen dit soort cyberaanvallen en hen toe te laten recht te halen, nodig ik u uit om u te richten tot mijn collega van Binnenlandse Zaken.

De Vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en de Federale Culturele Instellingen.

Sophie Wilmès

